ASSEMBLÉE NATIONALE

24 novembre 2022

VISANT À PROTÉGER LES LOGEMENTS CONTRE L'OCCUPATION ILLICITE - (N° 491)

Commission	
Gouvernement	

Retiré

AMENDEMENT

N° 172

présenté par
M. Da Silva

ARTICLE 2

Compléter cet article par les deux alinéas suivants :

« III. – Après le même alinéa du même article 38 de la même loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« La plainte du plaignant ou de la personne agissant dans l'intérêt et pour le compte de celui-ci pourra être déposée auprès de tout officier de police judiciaire, sans condition tenant au domicile du plaignant ou du bien immobilier. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement propose de modifier l'article 38 de la loi n°2007-290 du 5 mars 2007 afin de permettre au plaignant ou à la personne agissant dans l'intérêt et pour le compte de celui-ci de déposer sa plainte auprès de tout officier de police judiciaire, sans qu'il ne soit tenu compte de condition relative au domicile du plaignant ou du bien immobilier.